

La transition politique en Haïti dans un contexte de violence dévastatrice



Par Roberto Morejón. RHC

La communauté internationale espère que la démission du Premier ministre contestable Ariel Henry et la prestation de serment d'un Conseil de transition mettront un terme à la violence en Haïti, qui est en proie à une crise humanitaire.

Le pays des Caraïbes aura un premier ministre basé à Port-au-Prince, la capitale, puisque M. Henry, qui a démissionné, se trouvait à l'étranger, empêché de revenir par le chaos.

Le ministre des finances, Michel Boisvert, a été nommé par le conseil de transition comme premier ministre intérimaire jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement, ce qui est incertain dans un pays où les institutions fonctionnent à peine.

Composé de sept membres et de deux observateurs, l'organe répond à des accords adoptés entre différents acteurs, dont la CARICOM, la Communauté des Caraïbes.

Avec de nombreux doutes sur ses prérogatives et les possibilités de les exercer, le Conseil entend assumer certains pouvoirs présidentiels jusqu'à l'investiture d'un premier président, issu d'élections, à une

date ne dépassant pas février 2026.

Si la tâche de former le comité a été ardue, elle le sera encore plus pour mettre en œuvre ses décisions dans un territoire décimé par les fusillades, les extorsions, les agressions physiques, le démantèlement des services de santé et d'éducation et une police débordée par la puissance des gangs.

Ces derniers, bénéficiant du trafic d'armes en provenance des Etats-Unis, semblaient ignorer la prise de pouvoir du Conseil de transition.

Le port et l'aéroport étant fermés sous la menace des groupes criminels, 80 % de Port-au-Prince est sous le contrôle des irréguliers, dont le chef se nomme Jimmy Chérizier, alias Barbebue.

Leur déchaînement est remarquable : plus de 2 500 personnes ont été tuées ou blessées entre janvier et mars, soit 53 % de plus qu'au cours des trois derniers mois de l'année 2023.

Pour certains, le calme ne viendra qu'avec l'arrivée d'une mission armée internationale, pour laquelle le Kenya se dit prêt avec un millier de policiers.

Cependant, de nombreux Haïtiens et analystes mettent en garde contre une telle décision, compte tenu des conséquences désastreuses pour la souveraineté et l'ordre social des expériences précédentes.

Il s'agit d'un précédent à évaluer par le Conseil de transition, qui doit également agir dans un contexte d'instabilité politique permanente, exacerbée depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021.

Sous la menace de la propagation du choléra et avec une économie paralysée, le Conseil de transition a une mission titanesque pour reprendre le contrôle d'un pays à la dérive.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/353399-la-transition-politique-en-haiti-dans-un-contexte-de-violence-devastatrice>



Radio Habana Cuba